



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CHIMIREC**

2 rue René Cassin  
77370 Nangis

Références : E/24-2677  
Code AIOT : 0006523264

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement CHIMIREC implanté 2 rue René Cassin 77370 Nangis. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les installations exploitées par la société CHIMIREC à Nangis ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2022-23/DCSE/BPE/IC du 13 mai 2022.

Le site a démarré ses activités le 22 janvier 2024.

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles ; il s'agit d'une visite dite "post-mise en exploitation".

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIREC
- 2 rue René Cassin 77370 Nangis
- Code AIOT : 0006523264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHIMIREC, située au 2 rue René Cassin à Nangis, exerce les activités qui relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 3510 "élimination ou valorisation de déchets dangereux" à hauteur de 100 t/j d'huiles usagées (régime A)
- 3550 "stockage temporaire de déchets dangereux", à hauteur de 1 119 t (régime A)
- 2718-1 "transit, regroupement ou tri de déchets dangereux", à hauteur de 1 094 t (régime A)
- 2711-1 "transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de D3E", à hauteur de 120 m<sup>3</sup> (régime DC)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a apporté des modifications à ses installations autorisées.

Ces modifications ont été portées à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne le 26 octobre 2023 au travers d'un dossier de porter à connaissance. Ce dernier est en cours d'examen.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Identification de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Transport, chargement, déchargement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Émissions canalisées de COV	Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Qualité des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Banque du sous-sol	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Analyse des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
11	Effet sur les sols	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.2	Demande d'action corrective	4 mois
12	Surveillance des impacts sur les eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.1.2	Demande d'action corrective	2 mois
16	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
17	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.3.1.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale



**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 1.8	Sans objet
3	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.3	Sans objet
4	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.4	Sans objet
7	Réseau de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.3.2	Sans objet
13	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 5.4	Sans objet
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.1.3	Sans objet
18	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.3.2	Sans objet
19	Détection de déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 8.3.2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a constaté que le site exploité par la société CHIMIREC est bien entretenu, avec des stockages temporaires de déchets dangereux clairement délimités et bien organisés.

Aucune non-conformité notable n'a été constaté lors de la visite.

Des écarts avec certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été constatés.

Certains écarts sont en cours de résolution par l'exploitant :

- Établissement d'une consigne pour le contournement du centre-ville de Nangis,
- Transmission du programme de mesure des émissions canalisées de COV,
- Report des données d'autosurveillance dans GIDAF,
- Réalisation de l'analyse de la qualité du ru du Courtenain.

D'autres écarts nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant :

- Indiquer dans les rapports d'intervention des niveaux piézométriques par rapport à la côte NGF, et faire l'interprétation des résultats,
- Analyser les sols aux points de référence,
- Stocker des emballages vides à au-moins 3 mètres des parois coupe-feu,
- Identifier sur un plan les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, d'émanation toxique ou d'explosion,
- Faire établir une attestation de conformité des bâches d'eau d'extinction incendie

La visite d'inspection a par ailleurs mis en évidence d'autres écarts avec les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation, pour lesquels la transmission de justificatifs ou d'actions correctives est

également demandée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 1.8
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...] L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a demandé par sondage la présentation des consignes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• des modalités mises en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li><li>• les modalités de mise en œuvre des dispositifs de confinement du réseau de gestion des eaux pluviales, prévues à l'article 6.1.5. de l'arrêté préfectoral.</li></ul> L'exploitant a été en mesure de présenter ces consignes qui n'appellent pas de remarque particulière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Identification de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.1
<b>Prescription contrôlée :</b> À proximité immédiate des entrées principales du site sont placés des panneaux de signalisation et d'information sur lesquels sont notés : <ul style="list-style-type: none"><li>• installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• numéro et date du présent arrêté ;</li><li>• raison sociale et adresse de l'exploitant ;</li><li>• jours et heures d'ouverture de l'établissement ;</li><li>• interdiction d'accès à toute personne non autorisée ;</li><li>• numéros de téléphone de l'exploitant et de la police nationale ou de la gendarmerie.</li></ul> Le panneau est en matériaux résistants, les inscriptions sont indélébiles.
<b>Constats :</b> Un panneau comportant l'ensemble des informations requises est positionné à l'entrée principale du site. Le site dispose de 2 accès depuis la voie publique. L'accès secondaire n'est pas signalé comme tel et ne renvoie pas les visiteurs vers l'entrée

principale ; le risque est le stationnement de camions sur la voie publique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que l'accès secondaire soit signalé comme tel et redirige les visiteurs vers l'entrée principale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Accès à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.3
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est intégralement clôturé de manière à interdire toute entrée non autorisée. Toutes dispositions sont prises pour qu'en cas de détérioration cette clôture soit réparée dans les plus brefs délais.</p> <p>Le site est sous alarme anti-intrusion et sous vidéo-surveillance lors des périodes de fermeture. Ce dispositif de sécurité est relié à un centre de surveillance. Le personnel de surveillance est familiarisé avec les installations et les risques qu'elles présentent.</p> <p>L'établissement est équipé d'un (ou de plusieurs) pont(s) bascule(s) d'une capacité minimale de 50 tonnes et d'un dispositif enregistreur permettant de connaître le tonnage de déchets entrants ou sortants de l'établissement. Le système de pesage est conforme à un modèle approuvé et contrôlé périodiquement en application de la réglementation relative à la métrologie légale.</p> <p>L'établissement est également équipé, au niveau du (ou des) pont(s) bascule(s), d'un système de détection de la radioactivité permettant de contrôler l'ensemble des chargements entrant sur le site. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, a minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioactivité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le site est intégralement clôturé et que la clôture est en bon état.</p> <p>Le site est placé sous alarme anti-intrusion et sous vidéosurveillance ; le responsable du site a accès aux vidéos depuis son bureau et sur son téléphone portable.</p> <p>Le dispositif de détection de la radioactivité a été contrôlé le 4/01/2024.</p> <p>La déclaration de conformité du pont bascule est datée du 06/12/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 2.4
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation des installations visées par le présent arrêté est confiée à une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et techniquement compétentes. Les capacités</p>



techniques du personnel sont périodiquement évaluées par l'exploitant. Les résultats de ces évaluations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant tient un registre de formation de son personnel : ADR, CACES, habilitation électrique, EPI-Extincteur, ESI-RIA, Radio protection, SST, risques chimiques, etc.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Transport, chargement, déchargement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.5

**Prescription contrôlée :**

Les accès et sorties de l'établissement sont aménagés (signalisation, ...) de manière à ce que l'entrée ou la sortie de camion ne puisse pas perturber le trafic routier alentour ou être source de risques pour les tiers à proximité de l'établissement.

En particulier, l'exploitant est tenu :

- de proscrire le stationnement de ces véhicules à l'extérieur du périmètre de l'installation. Ces derniers doivent pouvoir être immédiatement accueillis sur les aires de stationnement internes ;
- de proscrire le stationnement des véhicules légers le long des bâtiments d'exploitation ;
- d'optimiser le chargement des véhicules et les trajets afin de limiter les déplacements et réduire l'impact sur le trafic ;
- d'organiser le contournement du centre-ville de Nangis par le trafic routier lié à l'activité de l'établissement.

Les aires de déchargement des déchets et de chargement des matériaux valorisables sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport de façon à éviter tout dépôt de déchets, même temporaire, en dehors de ces aires.

Toute opération de chargement ou de déchargement d'un véhicule est placée sous la surveillance permanente d'une personne de l'établissement. Cette dernière est instruite des dangers et risques que représentent de telles opérations, en particulier de la conduite à tenir en cas de déversement accidentel.

**Constats :**

Les accès à l'établissement sont constamment fermés par un portail.

L'accès principal est situé en retrait par rapport à la voie publique, ce qui permet le stationnement d'un camion en dehors de la voie de circulation publique, le temps que le chauffeur se signale à l'interphone ; l'exploitant déclare que cette modalité n'entraîne pas de stationnement sur la voirie publique, même lorsque deux camions arrivent en même temps ; ce point sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.

Un camion a été constaté en stationnement le long du bâtiment d'exploitation, alors que celui-ci n'était pas en cours de chargement, ainsi que 2 camions avec le hayon relevé devant un quai de chargement.

Il a également été constaté une place de stationnement le long du bâtiment d'exploitation matérialisé par un marquage au sol.



L'exploitant déclare que le trafic routier lié à l'activité de l'établissement ne transite par le centre-ville de Nangis (hors activités de collecte de déchets au centre-ville de Nangis) ; cette disposition n'a pas été formalisée dans une consigne.  
L'exploitant dispose d'une fiche réflexe "déversement".

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de veiller par tout moyen approprié au respect de l'interdiction de stationnement de véhicules légers le long du bâtiment d'exploitation ; en cas de stationnement de camion, la circulation des engins de secours ne doit en aucun cas être entravée.

Il convient que l'exploitant justifie au moyen d'une consigne ou autre du respect de l'obligation de contournement du centre-ville de Nangis par le trafic routier lié à l'activité de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Émissions canalisées de COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2022, article 3.5.1

**Prescription contrôlée :**

Suite au démarrage des activités, l'exploitant met en place sous une durée de trois mois un programme de mesures des composés organiques volatils issus des émissions canalisées de l'alvéole de stockage des déchets inflammables.

L'exploitant porte sur un registre éventuellement informatisé et communique à l'inspection des installations classées ce programme de mesures ainsi que les résultats obtenus.

À l'issue de ce programme de mesures, la surveillance des rejets atmosphériques est effectuée au moins une fois tous les 6 mois. Au bout de deux ans, si les niveaux d'émissions sont stables, la fréquence de cette surveillance peut être réduite à une mesure annuelle.

**Constats :**

Le poste de déconditionnement des petits contenants n'a pas encore été mis en service.

Le "bunker" de stockage de déchets inflammables est en service depuis le 15 mai 2024.

Aucune analyse des rejets de COV canalisés n'a été réalisée à ce jour.

L'exploitant déclare qu'un devis est en cours de validation et qu'un rendez-vous va être pris avec un organisme de contrôle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le programme de mesures des COV issus des émissions canalisées de l'alvéole de stockage des déchets inflammables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 7 : Réseau de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.3.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réseau du site est ainsi construit : <ul style="list-style-type: none"><li>• les eaux pluviales de voirie, susceptibles d'être polluées, sont épurées par des débourbeurs-déshuileurs avant d'être rejetées dans le bassin de régulation de l'établissement, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;</li><li>• les eaux pluviales de toiture du bâtiment A sont dirigées vers une cuve aérienne, destinée à recueillir de l'eau non susceptible d'être polluée pour le lavage des conteneurs, dont la surverse est dirigée vers le bassin de régulation de l'établissement, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;</li><li>• les eaux pluviales de toiture du bâtiment B sont dirigées vers le bassin de régulation de l'établissement, qui rejoint ensuite le réseau des eaux pluviales de la zone industrielle ;</li><li>• les eaux de lavage des conteneurs sont récupérées dans une fosse de récupération de 5 m<sup>3</sup> avant d'être éliminées en tant que déchets ;</li><li>• les eaux d'extinction d'incendie rejoignent, via une vanne de confinement sur le réseau des eaux pluviales en aval du bassin de régulation, un bassin de confinement de 680 m<sup>3</sup> avant d'être éliminées en tant que déchets en cas de pollution avérée. ??</li></ul> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ces schémas sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des réseaux de collecte tenu à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Qualité des rejets d'eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.5
<b>Prescription contrôlée :</b> La dilution des effluents est interdite. Ces effluents respectent les caractéristiques et les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• absence de matières flottantes et de débris solides ;</li><li>• la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li><li>• l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li><li>• température : <math>\leq 30</math> °C ;</li><li>• pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li><li>• DCO : 300 mg/l ;</li><li>• DBO5 : 100 mg/l ;</li><li>• matières en suspension totales : 100 mg/l ;</li><li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li></ul> Les analyses précitées sont réalisées semestriellement par un organisme extérieur agréé.  Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne sur 24 heures et aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

<p>Les rapports établis à cette occasion sont accompagnés de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales, etc.) et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.</p> <p>Les résultats de cette auto-surveillance sont renseignés dans l'application étatique GIDAF et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant déclare qu'un devis est en cours de validation pour la réalisation d'un contrôle par un organisme.  La première réception de déchets date d'avril 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les résultats du contrôle sont à renseigner dans GIDAF.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 9 : Banque du Sous-Sol

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.1.1</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes 855 des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les 5 piézomètres réalisés sur le site sont en cours de déclaration auprès du BRGM.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection le code 855 des ouvrages dès leur communication par le BRGM.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 10 : Analyse des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.1.2</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant surveille au moyen de piézomètres l'impact de son activité sur les eaux souterraines. Dans un premier temps, dès la phase travaux, trois piézomètres sont installés aux angles nord-</p>

ouest (Pz1), sud-ouest (Pz2) et sud-est (Pz3). En cas de présence de nappe au niveau des calcaires de Brie, deux piézomètres supplémentaires (Pz4 et Pz5) seront installés. Ces piézomètres sont implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site. Les piézomètres ont 10 mètres de profondeur prévisionnelle mais s'arrêtent au toit des argiles sous les calcaires de Brie. Ils sont crépinés sur toute la hauteur du piézomètre.

Sur chacun des piézomètres sont réalisées des mesures et analyses aux fréquences suivantes :

- un état zéro, au démarrage des travaux ;
- pendant deux ans, au rythme d'une mesure tous les six mois ;
- par la suite, si les concentrations mesurées sont stables, une mesure tous les ans ;
- en cas de pollution accidentelle, une mesure tous les trois mois, pendant un an.

Ces analyses et mesures portent sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, MEST, COT, DCO, DBO5, BTEX, PCB, cyanures, fluorures, chlorures, métaux lourds (Al, As, Cd, Cr, Cu, Mn, Hg, Ni, Pb, Zn), hydrocarbures totaux ainsi qu'un balayage ou « screening » portant sur les familles suivantes : COVH, BTEX, phtalates, solvants polaires, alcanes, HAP.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF).

#### **Constats :**

Le suivi des eaux souterraines est réalisé semestriellement au niveau des 5 piézomètres depuis le 21/07/2022.

Le suivi est réalisé par un laboratoire, qui est intervenu également les 23/01/2023, 24/07/2023, 01/02/2024 et 01/07/2024.

L'exploitant tient un fichier excel avec l'historique des résultats de mesures.

Le rapport d'intervention du laboratoire de juillet 2024 :

- indique pour chaque piézomètre le niveau piézométrique au moment de la mesure, qui correspond à une profondeur sans indication du repère ; la côte piézométrique de la nappe doit être exprimée par rapport au niveau NGF, le repère altimétrique de référence,
- ne précise pas les normes de qualité par paramètre
- ne commente pas les résultats (non-conformes relevées, évolution depuis les dernières analyses, etc.).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats des mesures sont à renseigner sur GIDAF

Il conviendra que les prochains rapports d'interventions du laboratoire :

- expriment les côtes piézométriques par rapport au niveau NGF,
- commentent les résultats.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Effet sur les sols**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.6.2
<b>Prescription contrôlée :</b> I. La surveillance de l'état des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.  II. Les prélèvements et analyses sont réalisés, selon les normes en vigueur, à la mise en service des installations puis, au minimum, tous les dix ans à compter de la mise en service des installations.  IV. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats commentés des mesures effectuées, dans le mois qui suit leur réception.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare ne pas avoir fait d'analyses de sols complémentaires à celles réalisées pour le rapport de base.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il convient que l'exploitant réalise de nouvelles analyses de sols aux points de références du rapport de base.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 12 : Surveillance des impacts sur les eaux superficielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 4.7
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place une surveillance au niveau du ru du Courtenain, au point de mesure de coordonnées Lambert 93 X = 702 572 m et Y = 6 828 808 m et indiqué sur l'annexe 2.  Cette surveillance est réalisée aux fréquences suivantes : un état zéro, au démarrage des travaux ; pendant deux ans, au rythme d'une mesure tous les six mois ; par la suite, si les concentrations mesurées sont stables, une mesure tous les ans ; en cas de pollution accidentelle, une mesure tous les trois mois, pendant un an.  Ces analyses et mesures portent sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, MEST, COT, DCO, DBO5, BTEX, PCB, cyanures, fluorures, chlorures, métaux lourds (Al, As, Cd, Cr, Cu, Mn, Hg, Ni, Pb, Zn), hydrocarbures totaux ainsi qu'un balayage ou « screening » portant sur les familles suivantes : COVH, BTEX, phtalates, solvants polaires, alcanes, HAP.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le régime hydraulique du ru est très fluctuant, ce qui n'a pas permis la réalisation de mesures. L'exploitant a présenté un devis daté du 19 mars 2024 pour la réalisation d'un prélèvement au second semestre 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant anticipe les périodes d'étiage ou le faible régime hydraulique pour la réalisation des prélèvements ; il a été rappelé que ceux-ci peuvent être réalisés en interne, sous réserve du respect des normes de prélèvement, de conditionnement et de conservation des échantillons avant analyses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 13 : Protection de la biodiversité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 5.4

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant compense la réduction de l'emprise des habitats boisés et fourrés par la mise en place de plantations sur le territoire des communes environnantes. La localisation des plantations est définie conjointement avec les collectivités et les propriétaires des parcelles concernées.

Lors de la phase d'exploitation du projet, l'exploitant est tenu :

- de proscrire l'usage de produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts ;
- d'adapter un éclairage orienté vers le sol ;
- de mettre en place des clôtures perméables à la petite faune terrestre ;
- de réutiliser les résidus de défrichement pour créer des stations d'accueil pour la petite faune ;

**Constats :**

L'exploitant a transmis a posteriori de la visite une copie des conventions passées avec les communes de Fontains, Grandpuits-Bailly-Carrois, Nangis, Quiers, Clos-Fontaine et Rampillon pour la plantation de haies.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Organisation des stockages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.1.2

**Prescription contrôlée :**

Les déchets accueillis sur le site sont stockés dans des alvéoles et des bennes conformément aux plans fournis dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. Les bennes situées à l'extérieur, accueillant les boues d'hydrocurage et les emballages et matériaux souillés, sont couvertes afin d'éviter une pollution des eaux pluviales et des dégagements d'odeurs.

[...]

Les zones de stockage sont limitées aux hauteurs suivantes :

5,5 m pour la zone de stockage des emballages vides ;

4 m pour l'alvéole dédiée aux déchets d'aérosols ;

3 m pour les autres alvéoles de stockage ;

3,91 m depuis le sol pour la benne dédiée aux emballages et matériaux souillés ;

2,6 m pour les bennes de stockage extérieures de DIND.

L'emprise de la zone de stockage des emballages vides s'élève au maximum à 400 m<sup>2</sup> et une distance minimale de 3 mètres est conservée entre cette zone de stockage et les parois coupe-feu délimitant les alvéoles de stockage les plus proches.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Les limitations de stockages sont signalées dans chaque alvéole au moyen de panneaux, qui identifient la nature des déchets entreposés, les volumes, tonnages et hauteurs de stockages maximales, ainsi que la ou les classes de danger associées aux déchets.</p> <p>L'exploitant envisage par ailleurs de matérialiser les limites stockage avec des marquages au sol et sur les murs.</p> <p>Concernant la zone de stockage des emballages vides, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'espace de 3 mètres entre ces emballages et les parois coupe feu.</p> <p>L'inspection des installations classées a également constaté la présence de stockage de palettes à proximité immédiate d'une issue de secours, susceptibles d'entraver l'évacuation du site, ou l'accès au site par les pompiers, en cas d'incendie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de positionner la zone de stockage des emballages vides à au moins 3 mètres des parois coupe-feu.</p>
<p><b>Type de suites proposées : Avec suites</b></p>
<p><b>Proposition de suites : Demande d'action corrective</b></p>
<p><b>Proposition de délais : 2 mois</b></p>

#### N° 15 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.1.3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques des bâtiments A et B ont été vérifiées le 31/07/2024.</p> <p>L'exploitant a présenté une attestation de la levée d'observations (29 levées sur 30 observations)</p> <p>L'exploitant a présenté un devis daté du 27/08/2024 pour la réalisation des travaux en vue de la levée de la dernière observation.</p>
<p><b>Type de suites proposées : Sans suite</b></p>

#### N° 16 : Localisation des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.2.1</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

L'exploitant déclare ne pas disposer de plan identifiant les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion.

L'exploitant déclare que l'identification des zones ATEX est en cours.

Les classes de danger sont signalées à l'endroit de chaque stockage au moyen de pictogrammes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il convient que l'exploitant établisse un plan qui identifie l'ensemble des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanation toxique ou d'explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.3.11

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant est tenu de transmettre, avant la mise en exploitation, à monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, l'attestation délivrée par l'installateur des points d'eau.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.

**Constats :**

L'exploitant ne disposait pas le jour du contrôle d'une attestation délivrée par l'installateur des réserves d'eau d'extinction incendie de 240 et 120 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a transmis cette attestation à l'inspection des installations classées par courrier électronique du 13 novembre 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une copie de cette attestation devra être transmise au directeur départemental des services d'incendie et de secours pour information. La justification de cette transmission devra être présentée à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 18 : Plan de défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 6.3.2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de défense incendie pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs.  Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.  Ce plan est tenu régulièrement à jour.  Le personnel est entraîné périodiquement à l'application de ces consignes.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie daté du 20 août 2024, commun à l'ensemble des établissements du groupe CHIMIREC. L'exploitant déclare réaliser annuellement des exercices pour former le personnel à l'évacuation et l'intervention en cas d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : Détection de déchets radioactifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2022, article 8.3.2
<b>Prescription contrôlée :</b> Une procédure de gestion des déchets radioactifs est mise en place sur site et l'ensemble du personnel est formé à la conduite à tenir en cas de détection confirmée de la présence de matières radioactives dans un chargement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a défini une procédure de gestion des déchets radioactifs. Celle-ci est affichée dans le bâtiment A. Le personnel est formé à la conduite à tenir (exercice de mise en situation).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

